

## Qatar : pour un leadership régional

Malgré les critiques de son d'impartialité ou le manque de crédibilité, le Qatar est parvenu à mener la politique régionale alors que ses « grands frères » restaient en second plan.

**Khaled Hroub**

Le Qatar est en train de dépasser ses propres attentes » : voici une affirmation que l'on entend fréquemment, que ce soit sous un ton admiratif ou envious. Le rôle croissant joué par le Qatar au cours du *Printemps arabe* est, de fait, le prolongement de son active politique extérieure, au cours de ces dernières années, de plus en plus importante. Dans certains problèmes particulièrement épineux de la région, les Qatariens sont parvenus avec succès à jouer un rôle d'intermédiaire et négociateur dans la signature d'accords. Dans le sud de l'Égypte, ils ont dirigé les efforts déployés au Soudan pour assurer la paix entre le gouvernement et les rebelles de Darfour, tandis que Le Caire se contentait d'observer. Puis dans le sud de l'Arabie saoudite, ils ont également convaincu le gouvernement yéménite et les rebelles houthis de participer aux conversations, et ont fini par gagner la confiance des deux parties en présence, tandis que Riyad gardait les bras croisés. Ce sont les Qatariens qui, de fait, ont empêché que le Liban ne plonge dans une autre guerre civile, imminente au mois de mai 2008, en invitant les principaux leaders libanais à Doha et en les encourageant à parvenir à un accord au tout dernier moment. La considérable implication du Qatar dans le *Printemps arabe* semblait faire partie de la même politique active, surtout récemment, en février 2012, lorsque Doha parvenait à persuader le président palestinien, Mahmoud Abbas, et le leader du Hamas, Khaled Mechaal, de signer un surprenant accord sur un gouvernement d'unité nationale.

Mais pourquoi le Qatar s'implique-t-il autant dans la politique extérieure et déploie-t-il les ressources qu'il manie avec une si grande habileté, à travers son puissant arsenal de communications, Al Jazeera ? Bien qu'il n'y ait aucune réponse claire à cette question, plusieurs éléments peuvent orienter notre réflexion. Après avoir renversé son père en 1995, l'émir actuel du Qatar, Hamad Al Thani, dut faire immédiatement face au rejet des Saoudiens et des Égyptiens. Les élites de ces deux pays, qui méprisaient le nouveau dirigeant, jeune et ambitieux, restèrent fidèles à son père, vieux et timide, qui avait toujours montré son soutien aux Saoudiens. Un an plus tard, un coup d'État

manqué fut organisé. L'Égypte et l'Arabie saoudite furent accusés d'en être les instigateurs, et c'est ce qui conduisit le jeune émir à adopter des politiques hostiles contre les Saoudiens et les Égyptiens.

Après avoir découvert de gigantesques réserves de gaz dans le pays, il mit en œuvre des politiques actives dans tous les domaines, et notamment celui de la politique extérieure. Il voulait démontrer à ses grands frères que « la taille n'a aucune importance », et réfuter l'attitude méprisante qu'ils avaient eue à son égard et à son petit territoire péninsulaire et à ses moins de deux millions d'habitants d'origine. En se protégeant lui-même et en protégeant son pays par l'implantation de la plus grande base américaine en dehors des USA, il barrait la route à tout éventuel pays tiers de la région (principalement l'Arabie saoudite) qui pourrait être tenté de contrôler les plus petits États du Golfe. Par la suite, le Qatar tissa des liens étroits avec Israël, d'une part, et avec de nombreux mouvements islamistes, dont le Hamas palestinien et le Hezbollah libanais, d'autre part. Le Qatar resta un membre actif du Conseil de coopération du Golfe (CCG), une organisation d'intégration régionale ayant pour objectif de rapprocher et de rassembler les pays du Golfe, tandis qu'elle maintenait une certaine trêve avec Téhéran, ce qui déplaisait à Riyad et à Abou Dhabi, les principaux membres du CCG qui avaient toujours eu des relations tendues avec leur voisin menaçant, caractérisé par ses politiques agressives et surtout ses ambitions nucléaires. Le fait d'équilibrer les relations entre tous ces acteurs belligérants exigeait un remarquable exercice de politique extérieure active, avec son bagage de risques et de défis. Ce déploiement de politiques risquées est d'autant plus exceptionnel dans une région où les grands pays arabes, comme l'Arabie saoudite et l'Égypte, font preuve d'une politique timide et paresseuse. L'aventure qatarienne est promue par l'émir lui-même, qui considère qu'il existe un véritable manque de leadership régional, qu'il se sent capable de combler malgré la taille et la population de son pays. Le rôle actif du Qatar consiste à compenser le manque d'influence arabe dans la région. Si aucun pays arabe ne comble ce vide, le monde arabe se divisera entre l'Iran et la Tur-

**Khaled Hroub**, directeur du Projet sur les médias arabes de Cambridge (CAMP, selon le sigle anglais) à la faculté des études asiatiques et du Proche-Orient de l'université de Cambridge.

quie. Le soutien des révolutions et de la génération de dirigeants qui les accompagne garantirait la faveur de ces nouveaux courants régionaux et conférerait au Qatar une grande reconnaissance (tout ceci fait partie du plan de leadership de l'émir).

Les révolutions arabes ont été de véritables soulèvements du peuple contre des décennies de régimes autoritaires et contre l'oppression, la corruption et l'exploitation des richesses nationales par les familles et organisations les plus puissantes. La rapide propagation et l'ampleur de ces révolutions ont pris pratiquement tout le monde par surprise. Les habitants des pays arabes, qui n'étaient initialement guidés par aucune force idéologique particulière, ont été au-dessous de tous les partis d'opposition et ont ainsi gagné la sympathie de la région et du monde entier. La rapidité des soulèvements tunisien et égyptien en janvier 2011 a donné au Qatar, à travers sa politique extérieure décidée et active, l'occasion qu'il attendait pour réaffirmer son leadership régional. Sa réponse à ces soulèvements fut le déploiement immédiat de son arsenal de médias, son activisme diplomatique, son soutien économique et même militaire si nécessaire (comme dans le cas de la Libye). Initialement, les médias ont constitué le principal champ de bataille dans les deux premiers cas du *Printemps arabe*, la Tunisie et l'Égypte, où les manifestants pacifiques ont mis en scène d'impressionnants exemples d'action collective de mobilisation dans les rues. La puissante Al Jazeera, avec des ressources sans équivalent, a déployé tout ce qui était à sa portée pour informer sur les manifestants et leur apporter son soutien, en employant dès le départ des termes comme « révolution » et « révolutionnaires ». En imitant son propriétaire, en tentant de gagner l'influence et le leadership régionaux et mondiaux, Al Jazeera profita de l'élan du *Printemps arabe* pour diffuser une grande partie de sa rhétorique sur sa volonté d'être la voix des sans-voix, soutenir les aspirations de liberté et de droits légitimes. Cependant, son rôle sur le *Printemps arabe* a été très partiel et mérite une analyse plus détaillée.

### Al Jazeera et le 'Printemps arabe'

Faisant usage de la carte blanche que lui avaient donnée les plus hauts dirigeants du Qatar pour soutenir ces révolutions, Al Jazeera a atteint des extrêmes sans précédent. Quelques jours après l'éclatement des protestations en Tunisie puis en l'Égypte, Al Jazeera se vouait corps et âme à informer en direct, que ce soit à travers ses correspondants, à l'abri des regards de la sécurité locale, ou à partir des réseaux sociaux qui transmettaient depuis le terrain. Les écrans d'Al Jazeera montraient alors ces foules arabes qui faisaient parvenir leur puissante revendication au monde entier : « Le peuple veut mettre fin au régime ». Nombre de porte-paroles des principaux groupes révolu-



Le président palestinien, Mahmoud Abbas (gauche) et l'émir du Qatar, Hamad bin Khalifa Al Thani, lors de la Conférence sur Jérusalem tenue à Doha, Qatar, le 26 février 2012./CORBIS

tionnaires, interdits dans les médias locaux, arrêtés et pour la plupart fugitifs, utilisaient Al Jazeera comme une plateforme pour s'adresser aux citoyens et les mobiliser. Par l'annulation de ses émissions habituelles, la chaîne devint une véritable fabrique de nouvelles et d'entretiens en direct, passant d'une révolution à l'autre. Les deux chaînes principales, en arabe et en anglais, sont immédiatement devenues la principale source d'informations. La chaîne en arabe, Al Jazeera Mubashir, se consacrait également à transmettre les informations fournies par tous ceux qu'elle parvenait à contacter en direct par le biais d'appels téléphoniques, de textos ou d'enregistrements vidéo. En accordant un temps d'antenne prolongé à ceux qui s'opposaient aux régimes, et compte tenu de sa couverture favorable aux révolutionnaires, il était évident que la ligne politique de la chaîne était de se situer aux côtés des citoyens. Les accusations des régimes gouvernants remis en question qui disaient qu'Al Jazeera n'était pas neutre étaient, de fait, fondées. Une fameuse blague transmet cette idée : une conversation se tient en Enfer entre les trois présidents égyptiens, Gamal Abdel Nasser, Anouar el Sadat et Hosni Moubarak, qui se demandent les uns aux autres comment ils ont été tombés ; la réponse de Nasser est « par empoisonnement » ; celle de Sadate, « par assassinat » et celle de Moubarak « par Al Jazeera ».

Dans les cas où Al Jazeera était capable d'installer des douzaines de caméras pour une diffusion en direct, la couverture informative des grandes foules 24 heures sur 24 exaltait l'esprit populaire. Et, ce qui est encore plus important, elle offrait une protection aux masses qu'elle enregistrerait tandis qu'elles réalisaient leur révolution pacifique, en rendant inutiles les déploiements de dis-

positifs de sécurité puisque toute offensive contre elles aurait été vue par toute la planète. L'enregistrement en direct de centaines de milliers de manifestants persistants et pacifiques attirait l'attention et le soutien mondiaux, tout en plaçant les puissances occidentales dans une situation gênante, puisqu'elles avaient très longtemps soutenu les régimes déçus (en Tunisie et en Égypte) et se voyaient ainsi tenues de changer de politique et soutenir les mouvements révolutionnaires.

Cependant, dans les cas où les révolutions devinrent chaotiques et sanglantes (Libye et Syrie), le rôle essentiel d'Al Jazira au cours du *Printemps arabe* aurait été considérablement amoindri sans la participation des réseaux sociaux, Facebook et Twitter, et des téléphones portables. Les correspondants d'Al Jazira se sont rapidement vus interdire l'entrée dans ces pays où les protestations s'intensifiaient, mais si les régimes s'arrangeaient pour résister en conservant un point d'appui, concrètement à travers le contrôle des médias au sein de ses frontières. Préparée et habituée à ce modèle typique des gouvernements arabes, Al Jazira mit à la disposition du public des dizaines de numéros de téléphone en vue de recueillir les témoignages téléphoniques et par texto des gens qui étaient dans les rues, et créa des sites web spécifiques pour recevoir des enregistrements vidéo réalisés par le peuple. Ce matériel en direct arrivait en l'espace de quelques instants et se rediffusait immédiatement, ce qui rendait aux révolutionnaires un double service : les événements à petite et grande échelle étaient amplifiés et diffusés au sein de toute la population ; et la population elle-même savait où se mobiliser et se rassembler. De même, si Al Jazira n'avait pas pu diffuser ce matériel en direct à une aussi grande échelle, de façon à toucher un public de plusieurs millions de personnes, les effets des réseaux sociaux sur ces révolutions auraient été minimales. Compte tenu de la pauvreté et du niveau scandaleusement élevé d'analphabétisme dans le monde arabe, l'accès aux ordinateurs et les taux de pénétration sur Internet sont faibles, et peu fiables pour mobiliser les foules. Mais tout le monde a accès à la télévision.

### Activité diplomatique

**D**ans le domaine diplomatique, le Qatar a orienté les efforts arabes et régionaux visant à soutenir les Libyens et les Syriens contre leurs régimes. Les Qataris ont pris en charge la présidence de la Ligue arabe après avoir demandé aux Palestiniens, qui devaient en principe assumer ce leadership pendant un an, de leur céder la place. Après la chute des régimes tunisien et égyptien, en février 2011, la capitale qatarienne, Doha, devint le principal centre régional de soutien diplomatique et logistique des soulèvements en Libye, au Yémen et en Syrie. Dans le domaine officiel, les Qataris ont dirigé les efforts déployés par la Ligue arabe pour présenter à l'ONU une demande d'intervention en Libye, ce qui encouragea l'adoption de la résolution du Conseil de sécurité autorisant l'OTAN à intervenir contre Mouammar Khadafi et son ré-

gime. Les Qataris tentent aujourd'hui de faire la même chose contre le régime de Bachar al Assad en Syrie, mais le problème est beaucoup plus délicat à cause de la forte opposition russe et chinoise au Conseil de sécurité et du soutien prodigué à Assad par l'Iran et l'Irak.

Quoi qu'il en soit, l'ambitieuse tentative du Qatar d'assumer le leadership régional se heurte à des défis et des difficultés considérables. En premier lieu, il y a un problème de crédibilité. Le Qatar n'est pas un État démocratique, et son chemin vers la réforme constitutionnelle est à la fois lent et superficiel. Les revendications qatariennes de démocratie, de pluralisme et d'élections libres sont accueillies en Libye et en Syrie avec un certain cynisme. La crédibilité a également été un problème flagrant lorsque le Qatar et Al Jazira ont été incapables de soutenir les révoltes de Bahreïn, son voisin. Pour les Qataris, cette épreuve a été la plus difficile du *Printemps arabe*. La protestation de Bahreïn était menée par la majorité chiite du pays, soutenue par l'Iran, contre la famille gouvernante sunnite, appuyée par les Saoudiens. Pour l'Arabie saoudite, voisine inquiète de Bahreïn, il s'agit d'une ligne rouge très nette où toute possibilité pour le pays de tomber aux mains de la majorité chiite a été considérée comme une menace réelle pour la sécurité nationale. De fait, les Saoudiens n'ont voulu courir aucun risque avec les émeutes au Bahreïn. Dès qu'il lui sembla que les événements du pays échappaient au contrôle du régime, Riyad envoya des troupes militaires sous les auspices du CCG et mit fin au soulèvement.

Un autre défi important est la politique qatarienne dans les pays postrévolutionnaires. Paradoxalement, c'est dans les pays où le Qatar a soutenu de façon décidée l'effondrement des anciens régimes – la Tunisie, l'Égypte et la Libye – que le sentiment anti-qatarien est de plus en plus répandu : leurs habitants considèrent le comportement du Qatar comme une intromission dans leurs affaires nationales. Les hommes politiques tunisiens et libyens ont critiqué le rôle du Qatar immédiatement après le triomphe de leurs révolutions. Leur principale accusation était qu'il favorisait et soutenait la force islamiste contre toutes les autres. De fait, cette perception générale de soutien des partis islamistes dans ces pays est confuse, bien qu'il en existe des preuves. La question est de savoir pourquoi les Qataris limitent leur influence et se créent des ennemis en semant la zizanie entre les forces locales en présence, alors qu'ils pourraient jouir d'une plus grande influence et du soutien de la majorité s'ils se montraient impartiaux et amicaux avec les différents intervenants. Ceci étant, la fonction active du Qatar donne à beaucoup d'Arabes la satisfaction qu'ils être à la hauteur et que les problèmes ne peuvent ni ne doivent être laissés aux mains des puissances étrangères. À l'instar de tous les acteurs politiques dynamiques, il se fera des ennemis et des adversaires, mais il n'en reste pas moins que le Qatar a été suffisamment courageux pour mener la politique régionale avant et pendant le *Printemps arabe* tandis que ses grands « frères » voisins étaient relégués à un second plan. ■